

CONSULTATION DES ENTREPRISES SAVOYARDES AFIN DE PRÉPARER LE PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE

Dans le cadre du groupe de travail constitué auprès du Ministre de l'Économie et des finances, relatif au financement des entreprises et au fléchage de l'épargne des Français, Typhanie Degois, Députée de Savoie, a lancé une consultation auprès des entreprises de Savoie.

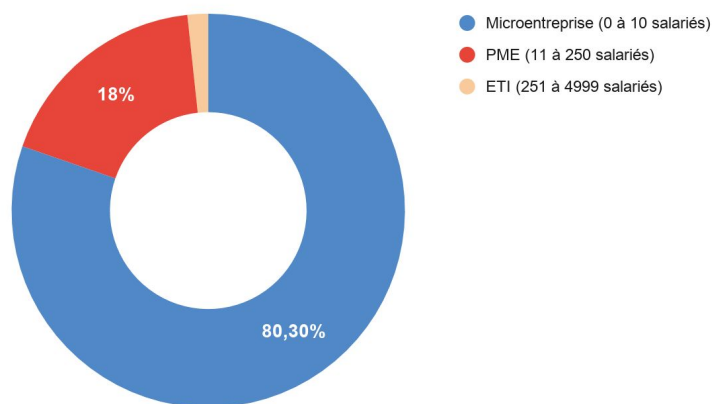
L'objectif est de faire le point sur leurs situations et leurs besoins afin de pouvoir ensuite porter des propositions concrètes et efficaces.

Le questionnaire a été envoyé par mail aux entreprises de Savoie le 1er juillet 2020. Au 8 juillet, 289 entreprises avaient répondu à la consultation.

1. Retombées économiques de la crise sanitaire

Plus de **98%** des entreprises sondées sont des **TPE-PME**.

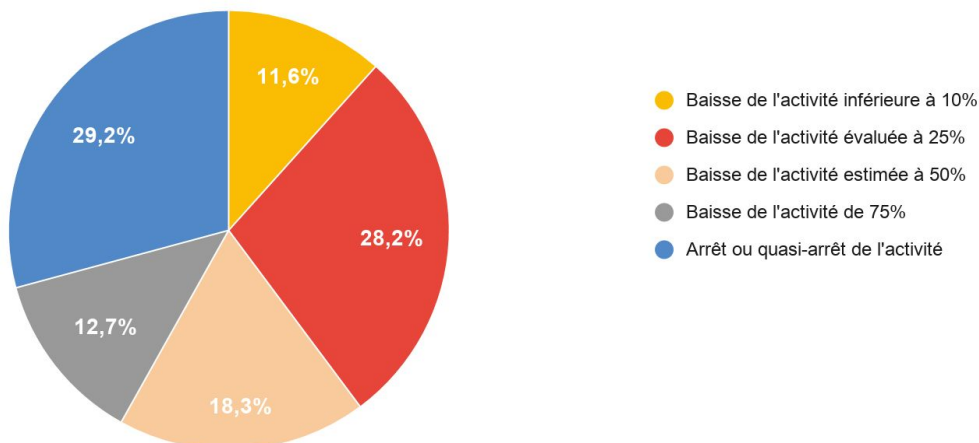
La taille de votre entreprise ?



Près de **60%** des entreprises interrogées ont subi une **baisse d'activité** d'au moins **50%**. Il s'agit de la principale difficulté rencontrée par les entreprises.

Environ 30% des entreprises ont subi un **arrêt ou un quasi arrêt** de leur activité.

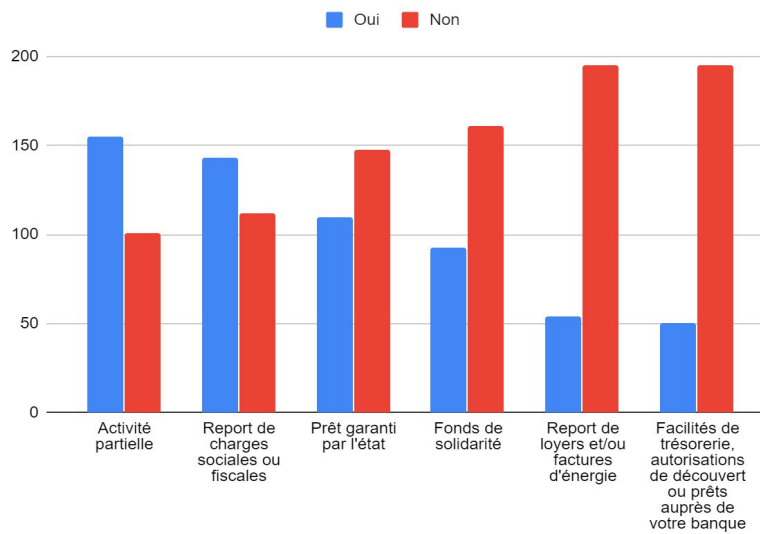
Quelles ont été les retombées de la crise sanitaire sur l'activité de votre entreprise ?



Les dispositifs d'**aide publique** les plus demandés ont été :

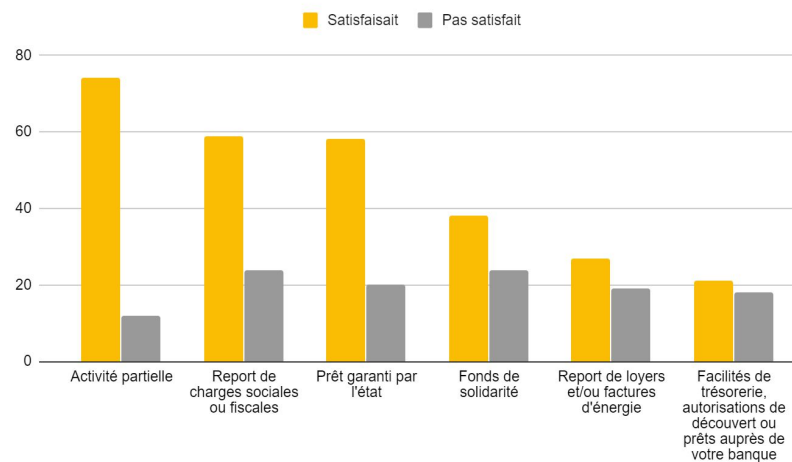
- le recours au **chômage partiel**,
- le **report des charges sociales**,
- les **prêts garantis par l'Etat**,
- le **fonds de solidarité**.

Avez-vous recouru à des dispositifs d'aide publique ?



Ont-ils permis de répondre à vos besoins financiers ?

en ordonnée le nombre de répondants



Les entreprises ont été satisfaites :

- de l'**activité partielle**,
- de la possibilité de **reporter** les **charges sociales et fiscales**,
- du **prêt garanti par l'Etat**.

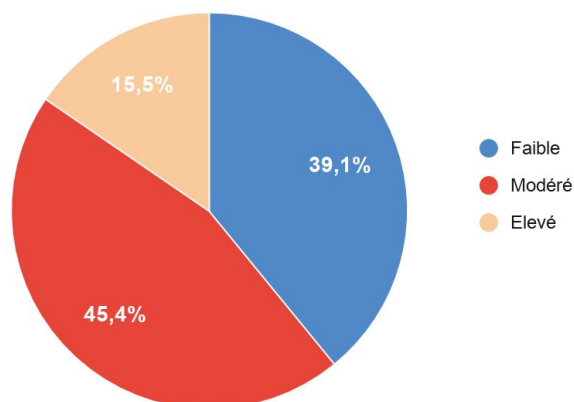
Le bilan des **autres dispositifs** est plus contrasté concernant :

- le **fonds de solidarité**,
- le **report des loyers et factures d'énergie**,
- les **prêts** et autres facilités de trésorerie auprès des banques.

La mise en place des **mesures sanitaires** a **rarement** suscité de **difficultés** majeures. Néanmoins, **15%** des entreprises sondées considèrent leur **coût** comme étant **élevé**.

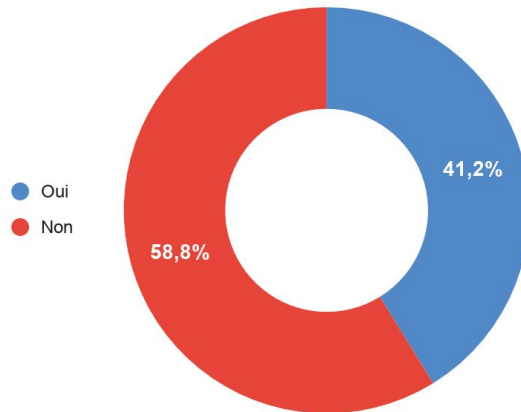
Comment évaluez-vous le coût des mesures sanitaires au sein de votre entreprise ?

Masques, gel hydro-alcoolique, distanciation sociale, télétravail, services à distance



Plus de 40% des entreprises ont subi une augmentation des **retards de paiement** alors que les difficultés de trésorerie étaient déjà présentes.

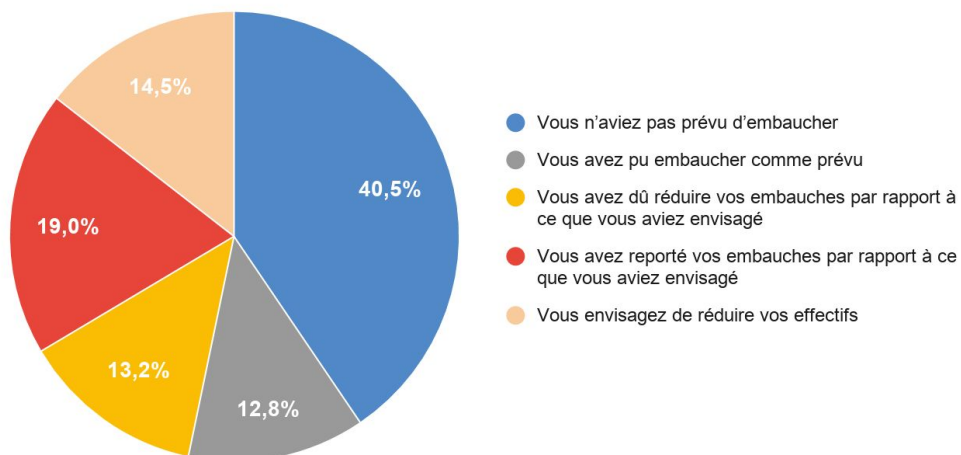
Avez-vous constaté une augmentation des retards de paiement durant la crise sanitaire?



La crise a fortement affecté les embauches au sein des entreprises :

- **19%** des entreprises sondées ont **reporté leurs embauches**,
- Près de **15%** des entreprises comptent **réduire leurs effectifs**,
- **Seules 13%** des entreprises **ont pu embaucher conformément** à ce qu'elles avaient envisagé avant la crise.

Comment la crise affecte t-elle vos embauches ?

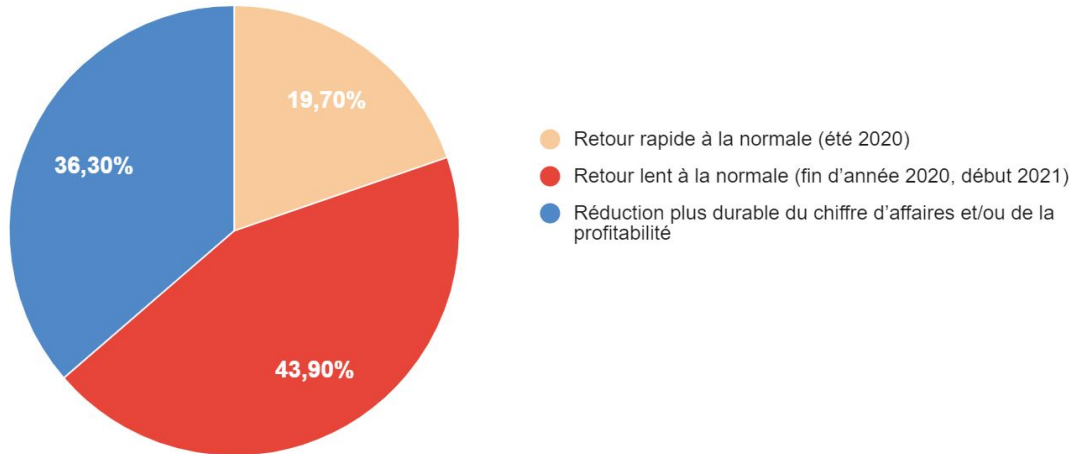


2. Perspectives d'avenir

Les entreprises sont **inquiètes** concernant la **reprise de l'activité**, et manquent de visibilité quant à l'avenir.

- Seules **20%** des entreprises pensent retrouver un **niveau normal d'activité à court terme**,
- **Plus de 36%** des entreprises craignent d'être affectées par la crise **au delà de 2021**.

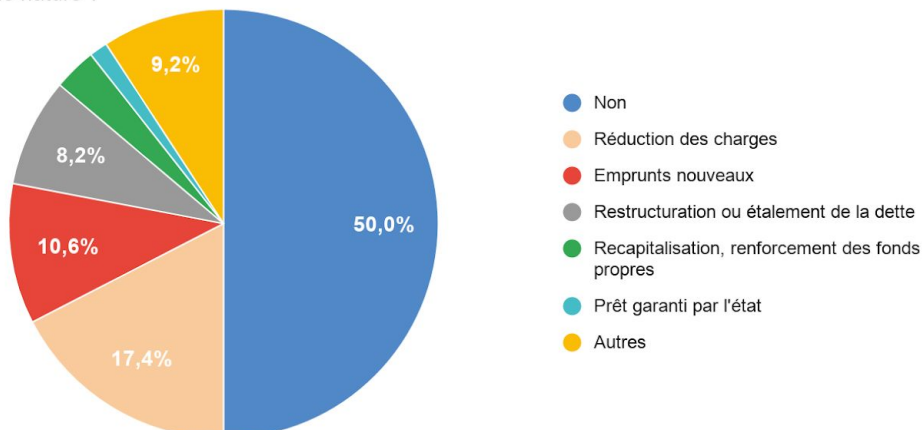
Quelles sont les perspectives d'activité au sein de votre entreprise suite au redémarrage progressif de l'économie ?



En raison des difficultés de trésorerie, la **moitié** des entreprises **envisagent de se refinancer**. Celles ne comptant pas recourir à un renforcement financier le justifient par les **difficultés** rencontrées auprès des **banques** et des **aides** considérées comme **inadaptées**.

Allez-vous recourir à un renforcement financier de l'entreprise ?

Si oui, de quelle nature ?



Des attentes fortes concernant le futur plan de relance :

- **Baisse de la fiscalité et soutien à l'emploi** (64 demandes),
- Soutien à l'**investissement** (6), à l'**innovation** (4), en encourageant les **banques** à soutenir les nouveaux projets (13),
- **Simplification** des démarches **administratives**, sanitaires et demande de **souplesse** (18),
- Relance de la consommation par le lancement de **chantiers publics**, de projets d'aménagements du territoire (5) et par la **baisse de la TVA**, en favorisant les **circuits courts**,
- Intégration d'un **volet écologique** dans le plan de relance (10),
- **Allongement** des périodes d'**accompagnement** et des aides publiques (7).

Quelles seraient les mesures les plus utiles pour soutenir l'activité et mobiliser l'épargne des Français au service de la relance ?

- **Baisse des charges** et cotisations sociales (34 demandes),
- **Baisse** générale de la **TVA** ou diminution ciblée pour favoriser certains secteurs (23),
- Incitation à **consommer en France/local** (16),
- Investissement dans la **transition écologique** (notamment aides pour la rénovation énergétique) (14),
- Créer un **climat de confiance** et rassurer les consommateurs (14),
- Incitations fiscales pour **encourager l'investissement** dans les **petites entreprises**, les entreprises **innovantes** (10),
- Simplification des démarches administratives (4),
- Mise en place d'une **taxe environnementale** aux frontières de l'UE (3),
- Création d'un **nouveau livret d'épargne** dont les fonds seraient mobilisés pour les entreprises (3),
- Réduire/annuler les **charges fixes** des entreprises qui ont dû fermer pendant le confinement (2),
- Investir dans la **formation** (2),
- **Commandes publiques** pour relancer la production (2).

3. **Propositions** portées par Typhanie Degois, Députée de Savoie, dans le cadre du plan de relance

Concernant le fléchage de l'épargne des Français vers les entreprises :

- 1) **Augmentation du taux de réduction d'impôt sur le revenu "Madelin/IR-PME"**, et augmentation du plafond des niches fiscales, actuellement fixé à 10 000 euros, afin d'inciter les Français à investir dans les TPE et PME locales,
- 2) **Création d'une réduction d'impôt sur la fortune immobilière** afin de relancer l'investissement au sein des TPE-PME,
- 3) Pour une durée de 24 mois, **possibilité de déblocage d'une partie de l'épargne présente sur les PEL, sans résiliation du plan**, et justifiée par la réalisation de travaux de rénovation ou de dépenses d'ameublement "Made in France".

Concernant l'investissement des entreprises :

- 4) **Diminution de la pression fiscale** pesant sur les entreprises par la suppression de la C3S, de la CVAE, et par la diminution du plafond de CET, afin de libérer l'investissement,
- 5) **Suppression des charges sociales** pendant un an lors de l'embauche en CDI d'un demandeur d'emploi,
- 6) *Mise en place d'un avoir fiscal* correspondant à 10% du montant de l'investissement réalisé,
- 7) Extension du **suramortissement fiscal de 40% aux investissements écologiques** et prolongement du dispositif actuel après 2020.

Concernant le financement des entreprises :

- 8) Transformation du prêt garanti par l'Etat en fonds propres et **allongement des durées de remboursement**,
- 9) Renforcement des obligations des grands groupes concernant les délais de paiement afin de **diminuer les retards de paiement** dont souffrent les TPE-PME.